

Un nouveau pas en Afrique du Sud

C'EST désormais une quasi-certitude : en 1992, pour la première fois dans l'histoire de l'Afrique du Sud, les Noirs iront voter. Fait solennellement devant le Parlement par le président Frederik De Klerk, vendredi 24 janvier, la proposition d'un référendum sur les transformations constitutionnelles, pour lesquelles la majorité noire « aura l'occasion de s'exprimer », reste pourtant, dans sa forme, d'une extrême prudence. Le principe d'un homme, une voix, slogan des organisations anti-apartheid, n'est pas encore près d'être appliqué.

La minorité blanche - cinq fois moins nombreuse que la communauté noire - conserve, en effet, son « droit » de veto sur tout le processus de réformes. Ainsi, les amendements à la Constitution, qui seront soumis à référendum, devront-ils avoir reçu, au préalable, le feu vert de l'actuel Parlement - contrôlé par cette minorité. Le chef de l'Etat s'est, par ailleurs, engagé sur l'honneur à ce que les résultats du référendum soient décomptés séparément, selon chaque groupe racial (Noirs, Blancs, Indiens et métis).

A la date du scrutin n'est pas encore fixée. Or, ce n'est qu'après ce vote - et à condition qu'il soit positif - a insisté M. De Klerk - que l'on pourra passer aux étapes suivantes, ouvrant la voie à la future « Afrique du Sud démocratique et multiraciale ». Le chef de l'Etat se dit prêt à mettre en place un « gouvernement de transition » et un « Parlement intérimaire », mais il n'est pas question que cette phase de « partage du pouvoir » soit marquée par une « domination » de la communauté noire : les « droits des minorités » seront « garantis », a assuré M. De Klerk. Le Congrès national africain (ANC) de M. Nelson Mandela a aussitôt fait connaître son rejet des propositions présidentielles. Un des principaux alliés de l'ANC, le Congrès des syndicats d'Afrique du Sud, a estimé que les efforts de M. De Klerk ne visaient qu'à « prolonger le règne d'un régime minoritaire et non représentatif ». Toutefois la communauté noire est prête au « compromis ». M. Mandela, lui-même, utilise le mot, saluant, au passage, la « euphorie » du président De Klerk.

C'est que, sous ses apparences timorées, la démarche du chef de l'Etat constitue une véritable révolution aux yeux d'une partie de la communauté blanche. Les dirigeants du Parti conservateur ne s'y sont pas trompés. Le pasteur Andries Treurnicht a immédiatement fait savoir que sa formation ne participerait pas aux prochaines réunions de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA), chargée de mener les négociations sur la réforme constitutionnelle, et il a menacé de déposer au Parlement une motion de censure contre le gouvernement.

Le président De Klerk, habilement, a proposé de mettre le principe de l'autodétermination des Blancs à l'ordre du jour des discussions de la CODESA. L'extrême droite, qui rêve à haute voix d'un Etat blanc séparé, sera, cependant, difficile à convaincre. De même, les promesses de valet au maintien de l'ordre avec l'aide de la police et, si nécessaire, de l'armée et de ne pas laisser « le chaos et l'anarchie détruire le pays » ne suffiront peut-être pas à calmer les angoisses de la minorité blanche, qui voit, de jour en jour, son pouvoir et ses privilèges de plus en plus menacés. Les prochaines élections partielles constitueront un test éclairant.

Lire page 3 l'article de FRÉDÉRIC FRITSCHER

M0146 - 0127 D - 6.00 F



La réunion des ministres des finances du G7

Les pays industrialisés s'efforcent de stimuler la croissance mondiale

Après les ministres des affaires étrangères d'une cinquantaine d'Etats, réunis les 22 et 23 janvier à Washington pour discuter de l'assistance à l'ancienne Union soviétique, ce sont les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales du groupe des Sept principaux pays industrialisés (G7) qui se retrou-

vaient samedi 25 janvier à New-York. Au programme de la rencontre qui devait avoir lieu au Garden City Hotel à Long-Island, la relance de la croissance mondiale, l'aide à la CEI et les taux de change. Sur ce dernier point c'est surtout la revalorisation du yen qui était à l'ordre du jour.

Le sujet le plus sensible qui devait être abordé par les ministres des finances des Sept est celui de la relance de l'économie mondiale. La sortie de la récession n'est pas encore acquise aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, tandis qu'au Japon et en Allemagne, un ralentissement de l'activité est attendu cette année. Lors de la visite du président Bush à Tokyo, les Etats-Unis et le Japon avaient signé le 8 janvier un accord portant sur une « stratégie concertée destinée à stimuler la croissance ». L'élargissement de cette initiative aux Sept devait être examiné à New-York, alors que les partenaires de l'Alliance économique et financière (AIEF) s'inquiètent de la politique monétaire très restrictive menée par la Bundesbank (le Monde du 22 janvier).

Enfin, après les résultats jugés décevants de la conférence internationale de Washington, les modalités de l'assistance à la CEI restent encore à définir, notamment les formes que doit prendre le soutien aux réformes économiques entreprises par la Russie.



Lire

- Les Japonais acceptent une revalorisation de leur monnaie par ERIK IZRAELWICZ
- Les milieux agricoles américains trouvent insuffisant l'effort des Etats-Unis en faveur de la CEI par SERGE MARTI

Page 17

La Chine, à son tour...

Le retour des vieux démons du séparatisme menace la stabilité du dernier des grands empires

X'IAN

de notre envoyé spécial

Pressé par son visiteur - en l'occurrence M. Jacques Chirac, en novembre 1991, mais cela aurait pu être n'importe quel autre invité à n'importe quel autre moment - de dire quand on ouvrirait le tombeau du fondateur de l'empire chinois, dont seules les fosses annexes ont été jusqu'à présent excavées, le gouverneur de la province du Shaanxi sourit, soupira, avant de laisser tomber, sans grande conviction : « On l'ouvrira, c'est sûr ». Puis, plus sincère : « Il y a encore beaucoup à faire pour parvenir à un consensus sur le principe de telles fouilles ».

Tout était dit. Rien ne se fera de sitôt. Pénétrer dans la chambre funéraire de l'empereur Qin Shi Huangdi - dont la dépouille mortelle est gardée par la célèbre armée de terre cuite qui amène en Chine

les touristes par dizaines de milliers - remettrait en question trop de choses : le caractère sacré des sépultures impériales et le mythe bimillénaire de l'Etat chinois. La bureaucratie impériale, réincarnée en version communiste, s'en nourrit depuis vingt-deux siècles. Sa terreur est d'en être privée.

Il est cependant une interrogation sous-jacente que ni le gouverneur ni M. Chirac ne souhaitent aborder de front, bien que la désintégration de l'ex-URSS renforce son caractère d'actualité : lorsqu'on aura effectivement pris la décision politique d'ouvrir la tombe de l'unificateur de la Chine, celle-ci existera-t-elle encore, comme aujourd'hui, selon les normes que l'illustre despote avait fixées en l'an 221 avant notre ère et que les communistes ont tout fait pour perpétuer ?

FRANCIS DERON

Lire la suite page 4

Le rendez-vous des gauches

La marche antiraciste réunit les associations, les syndicats et les partis hostiles au FN sans masquer leurs différences

par Patrick Jarreau

Mieux qu'un congrès ou un colloque, la manifestation organisée samedi après-midi 25 janvier à Paris contre le racisme et pour l'intégration s'annonçait comme une victoire de l'état de la gauche en France après dix ans de pouvoir socialiste.

Avant même qu'elle n'ait commencé, une constatation d'évidence s'imposait : la gauche politique, syndicale, associative s'était donné rendez-vous place de la Bastille. Il y avait longtemps qu'on n'avait pas vu défiler ensemble le Parti socialiste, le Parti communiste les trotskistes de la LCR, la CGT, la CFDT et la FEN, SOS-Racisme et la FASTI (Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés). Même si un protocole minutieux était prévu pour éviter toute confusion entre les différentes catégories de participants, même si la présence des Verts et

de France unie devait rappeler que les contours du combat antiraciste ne se limitent pas à la gauche stricto sensu, la convergence de ces mouvements autour de la colonne de Juillet, avant d'emprunter le trajet rituel qui mène à la place de la Nation, était, en soi, révélatrice d'un certain retour de l'esprit unitaire des grands jours.

Au-delà des dissensions, que la manifestation ne devait pas masquer, l'installation durable, dans le champ politique, d'une extrême droite de plus en plus agressive dans ses propos et dans son programme a fini par susciter, à gauche, un militantisme dont la responsabilité du pouvoir avait fait perdre le sens.

Lire la suite

et l'article de GILLES PARIS

« Les francs-maçons face au FN » page 6

CHRONIQUE DES MARCHÉS

- Devises et or : le prix du yen
- Marché monétaire et obligataire : turbulences
- Matières premières : déficit sur le cacao
- Marché international des capitaux : réussite

Lire page 19 les articles de FRANÇOIS RENARD, PATRICK SERVIN et CHRISTOPHE VETTER

CLAUDE MAURIAC

Histoire de ne pas oublier

Journal 1938



Grasset

La danse commence à quarante ans

Il est rare que de grands danseurs ne rattachent pas leurs chaussures, la quarantaine venue. Pourtant, il est de plus en plus fréquent de voir des « vétérans » remonter sur scène, de Mala Pissenskaya à Mikhail Baryshnikov. Et Jiri Kylian, directeur du Nederlands Dans Theater, vient de fonder une formation qui accueille des danseurs à l'automne de leur carrière. Danseurs dont la maturité artistique et la complicité avec les chorégraphes pourraient pallier la baisse de dynamisme.

Lire l'article de SYLVIE de NUSSAC page 14

AMÉRIQUES

HAÏTI : tandis que s'accroît la répression

Les boat-people fuient par milliers vers les États-Unis

Dans son dernier rapport, Amnesty International a estimé à environ 1 500 le nombre de personnes tuées à Haïti depuis le coup d'État du 30 septembre qui a renversé le président Jean-Bertrand Aristide. L'organisation de défense des droits de l'homme dénonce la poursuite des arrestations arbitraires, des exécutions et de la torture de personnes, parfois simplement accusées d'avoir « regardé la photo du président renversé ». Amnesty demande par ailleurs à Washington d'accorder « une audience équitable » aux demandeurs d'asile haïtiens, arrivés par milliers ces derniers jours.

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

L'exode des boat-people haïtiens qui tentent de gagner les États-Unis a repris de plus belle, alors que les

négoiations conduites sous l'égide de l'Organisation des États américains (OEA) pour permettre le retour du président Aristide sont de nouveau bloquées. L'entente de principe conclue le 8 janvier en vue de la nomination d'un nouveau premier ministre - première étape vers la résolution de la crise - n'a toujours pas pu déboucher sur un véritable accord.

Dans la seule journée du jeudi 23 janvier, les garde-côtes américains ont repêché 1 072 réfugiés, emmenés à bord de seize petits voiliers, pour les transférer sur la base navale américaine de Guantanamo, à l'est de Cuba. Un chiffre record, qui porte le nombre total des boat-people haïtiens recueillis par les autorités américaines depuis le putsch à plus de dix mille.

Huit mille réfugiés sont ainsi regroupés sur la base de Guantanamo, dans des conditions de plus en plus précaires. Mille d'entre eux ont été transférés aux États-Unis, où leur demande d'asile politique est à

l'étude. Mais le gouvernement américain insiste que la grande majorité d'entre eux ont fui leur pays pour des raisons économiques et doivent donc y être renvoyés. Un tribunal fédéral de Floride a suspendu le rapatriement de ces réfugiés, mais la bataille se poursuit en appel.

Une population terrorisée

Les exécutions sommaires continuent à Port-au-Prince, où la population est terrorisée par les zengendos, des délinquants soupçonnés d'être liés à certains secteurs de l'armée. Le député Antoine Joseph a dénoncé l'assassinat par balles de neuf personnes dans sa circonscription de Pétionville en un peu plus d'un mois. Les parlementaires favorables au retour du président Aristide sont également menacés. Trois d'entre eux, MM. Joseph Figoli, Jean-Louis, Samuel Milord et Samuel Madessin, ont récemment dénoncé un complot, avec la participation de

militaires, pour les éliminer. Le nouveau président de la Chambre des députés, M. Alexandre Médard, partisan du président Aristide, serait également visé.

L'embargo commercial appliqué depuis le mois d'octobre par les pays membres de l'OEA pour faire pression sur les pousseurs est de moins en moins étanche. Trois tankers ont approvisionné Haïti en pétrole, depuis la mise en œuvre des sanctions. La contrebande avec la République dominicaine voisine continue, avec la complicité des militaires des deux côtés de la frontière. Tout en se déclarant officiellement solidaires des résolutions de l'OEA, les autorités dominicaines ne cachent pas leur hostilité au retour du Père Aristide. L'ambassadeur dominicain à Port-au-Prince et le président du Sénat dominicain, M. José Obaldia Leger, un proche du président Joaquín Balaguer, ont demandé « la levée immédiate de l'embargo », sous prétexte qu'il accélérait l'émigration haïtienne.

JEAN-MICHEL CAROT

SALVADOR : alors que le Parlement votait une loi d'amnistie

Deux officiers ont été condamnés à trente ans de prison pour l'assassinat de six jésuites

Une semaine après la signature des accords de paix, les Salvadoriens ont fait deux pas de plus vers la réconciliation, vendredi 24 janvier, avec l'adoption d'une loi d'amnistie et la condamnation à trente ans de prison d'un colonel et d'un lieutenant impliqués dans l'assassinat de six jésuites en novembre 1989. C'est la première fois que des officiers de ce niveau sont punis pour leur participation aux « escadrons de la mort », qui ont torturé et exécuté des milliers de personnes au cours des douze années de guerre civile.

SAN-JOSE (COSTA-RICA)

de notre correspondant régional

Outre le colonel Guillermo Benavides et le lieutenant René Mendoza, qui ont eu la peine maximale prévue par la loi, le colonel Carlos Hernandez a été condamné à trois ans de prison pour « destruction de preuves ». Les lieutenants Ricardo Espinoza et Gonzalo Guevara ont reçu la même peine pour « conspiration en vue de commettre des actes terroristes ». Tous ont participé, à des degrés divers, à ce massacre, dont les victimes - en particulier le Père Ignacio Ellacuría, recteur de l'Université d'Amérique centrale - étaient des intellectuels très influents.

Selon l'évêque auxiliaire de San Salvador, Mgr Roca Chavez, les officiers pourraient sans doute bénéficier de la loi d'amnistie : « Il faudra leur pardonner, à eux comme à ceux qui ont violé les droits de l'homme. Mais la réconciliation ne passe pas par l'oubli. Nous devons au préalable connaître la vérité. C'est la seule façon de panser les blessures de la société ».

Les trois « sages » de la « commission de la vérité » désignés le mois dernier par les Nations unies devront présenter dans six mois un rapport sur les crimes particulièrement odieux non couverts par l'amnistie. Il s'agit essentiellement de l'assassinat, en mars 1980, de l'archevêque de San Salvador, Mgr Oscar Romero, du massacre par l'armée d'un millier de paysans dans le hameau du Mozote en 1981, ainsi que des meurtres de plusieurs dirigeants syndicaux et politiques, dont certains ont été attribués à la guérilla.

L'armée et certains secteurs liés à l'Alliance républicaine nationale (ARENA, au pouvoir) n'ont finalement pas obtenu l'amnistie générale qu'ils convoitaient, les autres forces politiques s'étant opposées à ce que le principal dirigeant de la guérilla, M. Joaquín Villalobos, avait qualifié de « chèque en blanc pour les assassins ». La loi adoptée à l'unanimité par l'Assemblée législative a cependant une portée très large, puisque l'amnistie s'appliquera à « tous ceux qui ont participé à des délits politiques ou de droit commun avant le 31 décembre 1991 ».

Seuls les délits collectifs - commis par plus de dix-neuf personnes - seront amnistiés dans les cas de droit commun, à condition toutefois qu'ils n'aient pas été dans la catégorie des cas confiés à la « commission de la vérité ». « Reste à voir », a souligné Mgr Chavez, comment ces dispositions seront appliquées : il semble que certains officiers supérieurs, soumis à la pression des États-Unis, aient secrètement négocié leur départ au plan de paix en échange de leur impunité. Il est donc improbable que l'on connaisse un jour avec certitude les auteurs intellectuels du massacre des jésuites.

BERTRAND DE LA GRANGE

ÉTATS-UNIS

La Cour suprême donne une interprétation restrictive de la notion de réfugié politique

En refusant, par six voix contre trois, la demande d'asile politique d'un jeune Guatémaltèque, la Cour suprême des États-Unis a interprété, mercredi 22 janvier, de la manière la plus étroite la loi sur les réfugiés de 1980. Cette décision controversée ferme la porte aux personnes fuyant leur pays pour ne pas entrer, soit dans les forces régulières, soit dans les rangs des guérillas.

WASHINGTON

correspondance

M. Jairo Jonathan Elias s'était enfui du Guatemala en 1987, pour éviter d'être enrôlé de force par des guérillas. Il demandait le statut de réfugié politique en invoquant une disposition de la loi accordant l'asile politique à toute personne ayant « été victime d'un acte de persécution en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social particulier ou de ses opinions politiques ».

En 1990, la cour d'appel de San Francisco avait accepté la demande d'asile de M. Elias, considérant que « résister à une conscription forcée constituait une opinion politique ». Mais la Cour suprême a rejeté cette

interprétation. Le juge Scalia a déclaré que le refus de rejoindre les guérillas, même si on en partageait les vues, pouvait s'expliquer par de nombreuses raisons non politiques, par exemple « la peur du combat, le désir de rester en famille ou de gagner plus d'argent dans la vie civile ». Dans le cas de M. Elias, la Cour a estimé que les efforts des insurgés pour l'enrôler ne signifiaient pas qu'il « se persécutait pour des raisons politiques ». Et le juge Scalia d'ajouter : « Quand le régime nazi persécutait les juifs, ce n'était pas pour leurs opinions politiques ».

Contestée par les juges minoritaires de la Cour suprême, cette interprétation répond au souci de l'administration Bush. Cette dernière craint en effet que le fait d'accorder le droit d'asile dans ces conditions crée un précédent et provoque un nouvel afflux de réfugiés de pays en proie à une guerre civile. Les organisations de défense des droits civiques, de leur côté, que cette décision, qui fera jurisprudence, risque de réduire le quart des 100 000 demandeurs d'asile politique.

Cet arrêt confirme en tout cas le coup de barre à droite donné à la Cour suprême par le président Bush, qui a nommé depuis 1990 deux nouveaux juges partageant ses convictions.

HENRI PIERRE

Pour tenter de freiner la chute de sa popularité

Le président Bush procède à un nouveau remaniement à la Maison Blanche

Devant la baisse de sa cote de popularité, qui continue de s'accroître à neuf mois de l'élection présidentielle, M. George Bush a entamé, vendredi 24 janvier, une réorganisation du secteur communication de la Maison Blanche. Il a nommé M. Hoscho Moore, jusqu'à présent secrétaire adjoint à l'énergie, au poste de secrétaire général adjoint, à la place de M. Andrew Card.

Le président a créé un nouveau poste, celui d'assistant pour les liaisons avec le public, qui a été confié à M. Sherrie Rollins, porte-parole de la chaîne de télévision ABC. Cette nomination limite les responsabilités du directeur pour la communication de la Maison Blanche, M. David Desmarès, dont la seule mission sera de diriger l'équipe écrivant les discours présidentiels. M. Bush a également décidé d'écarter M. Sig Rogich, qui était chargé de son « image » et du choix de ses déplacements depuis le début de son mandat. Ce dernier va être nommé ambassadeur en Islande, où il est né. L'actuel secrétaire général de la Maison Blanche,

M. Samuel Skinner, lui-même nommé à la place de M. John Sununu le 5 décembre 1991, a estimé que le problème de M. Bush était que son message « ne passait pas ». De nombreux hommes politiques et commentateurs américains estiment, au contraire, que le problème du président est de n'avoir pas de véritable message. - (AFP)

□ Nouvelle exécution capitale. - Le meurtrier d'un policier, Ricky Ray Rector, a été exécuté, vendredi 24 janvier, dans l'État de l'Arkansas après le rejet d'un dernier appel par la Cour suprême des États-Unis. L'exécution a été retardée de cinquante minutes, les personnes chargées de lui administrer l'injection mortelle ne parvenant pas à trouver une veine adaptée. Le gouverneur de l'État, M. Bill Clinton, candidat à l'investiture démocrate pour la prochaine élection présidentielle, avait rejeté, jeudi, une demande de grâce. - (AFP)

□ COLOMBIE : dix morts lors d'acrobies entre guérilleros et forces gouvernementales. - Des combats entre forces gouvernementales et guérilleros ont fait dix morts, vendredi 24 janvier, a annoncé la police. Un commandant de la Coordination Simon Bolívar (extrême gauche) a attaqué un poste de police à La Cruz (sud-ouest de Bogotá). Un officier et six rebelles ont été tués. Par ailleurs, trois membres des Forces armées révolutionnaires (FARC) ont été tués par l'armée près de Cabreria (centre du pays). - (AFP, Reuters)

□ VENEZUELA : démantèlement d'un réseau du cartel de Cali. - Un réseau de trafic de cocaïne à destination de l'Europe et des États-Unis, lié au cartel colombien de Cali, a été démantelé, a annoncé, vendredi 24 janvier, le chef des services de lutte contre la drogue. Vingt-huit personnes, dont cinq Colombiens et un Autrichien, ont été arrêtées et des biens évalués à 25 millions de dollars saisis. Selon la police, c'est toute l'infrastructure du cartel de Cali au Venezuela qui a été démantelée. - (AFP, Reuters)

DIPLOMATIE

Le sommet de l'ONU du 31 janvier

M. Genscher, mari de ne pas en être

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

M. Genscher n'aime pas être ignoré. L'initiative britannique d'organiser un sommet réunissant les quinze membres du Conseil de sécurité de l'ONU, dont ne fait pas partie l'Allemagne, est une « provocation et ne va pas dans l'esprit de Maastricht », a déclaré, vendredi 24 janvier à New-York, le ministre allemand des Affaires étrangères, M. Genscher. M. Genscher était venu soumettre au secrétaire général, M. Boutros-Ghali, diverses propositions de son gouvernement qu'il souhaiterait voir inscrites à l'ordre du jour du sommet du 31 janvier.

Bonne a notamment proposé, récemment, la destruction de toutes les armes nucléaires de courte portée stationnées à

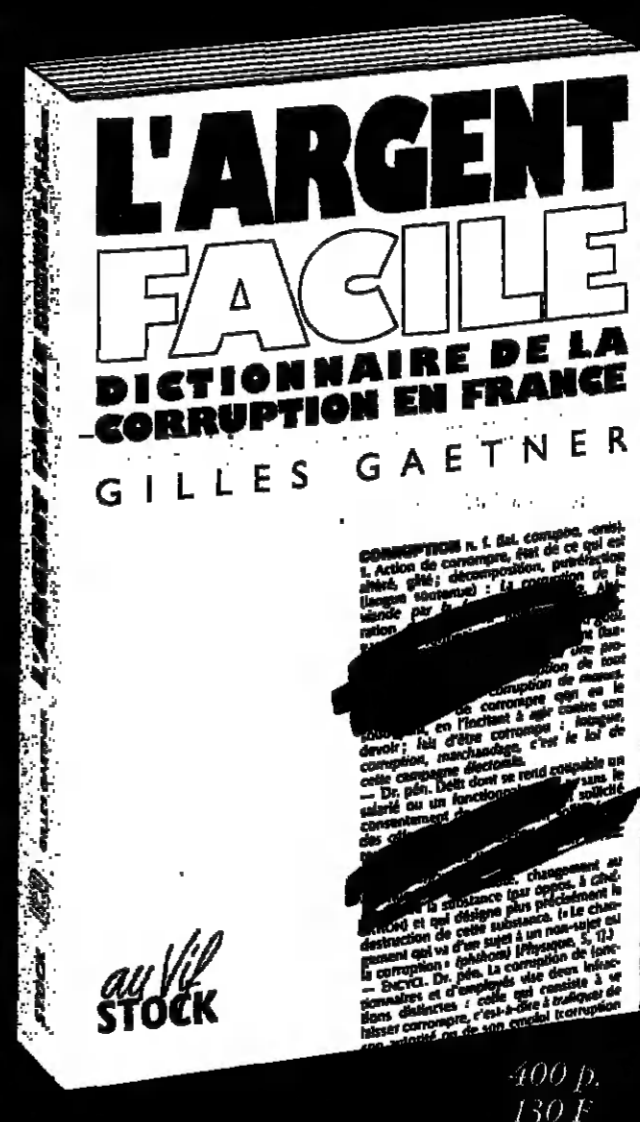
terre. M. Genscher souhaiterait d'autre part que le Conseil de sécurité lance un appel à tous les membres de l'ONU pour qu'ils adoptent des législations plus sévères à l'encontre des personnes et des entreprises qui se prêtent à la fabrication d'armes de destruction massive. Il a rappelé enfin la proposition qu'il avait faite deux jours plus tôt à Washington de création d'un fonds international pour les experts nucléaires de l'ex-Union soviétique, afin qu'ils ne deviennent pas des « mercenaires de la technologie nucléaire ».

« Je ne fais pas partie du club des privilégiés : il y a certaines choses que seul le Conseil a l'autorité de faire », a conclu, en allemand, M. Genscher.

AFSANE BASSIR POUR

“Le livre-événement de ce début d'année 1992”

Jacques Espérandieu, L'Express



Le dictionnaire choc de Gilles Gaetner

au Vif STOCK

JUSTICE

Six ans après la mort d'un élève sous-officier

Un médecin militaire de l'école de Saint-Maixent est relaxé

Le tribunal correctionnel de Poitiers, statuant en audience pénale militaire, a relaxé, vendredi 24 janvier, le médecin-commandant Michel Luciano, accusé d'homicide involontaire sur la personne d'un élève de l'école nationale des sous-officiers d'active de Saint-Maixent (Deux-Sèvres). Le père de la victime, qui a l'intention de faire appel, a été déboulé. L'inculpation du médecin était intervenue à la suite d'une longue action de la famille.

CLERMONT-FERRAND

de notre correspondant

Le 6 janvier 1986 à l'école des sous-officiers de Saint-Maixent, le médecin-capitaine Luciano avait pratiqué sur Denis Merle, vingt-deux ans, originaire de Malignat (Vuy-de-Dôme) une injection de xylodrine et de coltramy dans la région lombaire pour soulager une simple déchirure musculaire au mollet. Renvoyé dans

sa chambre, le jeune homme devait sombrer rapidement dans un état semi-comateux.

A l'infirmerie, où ses camarades l'avaient transporté, l'infirmerie de service, sur prescription téléphonique du médecin, avait procédé à un traitement bénin. Son état empirant, le SAMU de Niort était prévenu, mais il était trop tard. L'arrêt cardiaque excéda quinze minutes. Le jeune militaire devait décéder le lendemain. Le 8 janvier, les parents de Denis portaient plainte contre X... pour homicide involontaire. Après plus de six ans de procédure, le médecin-capitaine en cause était inculpé. Trois expertises ont été demandées et le dossier est passé entre les mains de cinq juges d'instruction.

En décembre 1986, le tribunal de Niort se déclare incompétent et, par la suite, celui de Poitiers estime la plainte déposée par la famille irrecevable, en vertu de l'article 698-2 du Code de procédure pénale, qui ne permet pas, en pareil cas, à « la partie lésée » de « mettre en mouvement l'action publique », ce droit appartenant seulement au procureur de la

République. Suite à l'opiniâtreté de la famille, une instruction est toutefois ouverte en juillet 1987. Les expertises et contre-expertises médicales concluent alors que « le médecin-capitaine avait commis une erreur de diagnostic (...) et que la thérapeutique mise en œuvre était insuffisante vu la gravité du cas ». Sur ce point, le tribunal de Poitiers a estimé, dans son jugement, que les expertises contradictoires sur « la ou les causes » de la mort de Denis Merle ne permettent pas de répondre avec certitude, ce qui rend « sans objet » la recherche de responsabilité du médecin.

Pour les membres du Comité de soutien à la famille, le fait que « la partie lésée ne peut mettre en mouvement l'action publique » est en contradiction avec la Convention européenne des droits de l'homme. Ils se félicitent de la proposition de loi que doit présenter prochainement M. Jean Gatel, vice-président de la Commission de la défense nationale. Celle-ci prévoit que la partie lésée peut mettre en mouvement l'action publique « en cas de décès ou d'invalidité ». JEAN-PIERRE ROUGER

Au tribunal de Paris

La double peine de Béatrice Dalle

« Il y a des jours où l'on préférerait s'appeler Françoise Dupont », regrette M. Jean-Yves Liénard. Mais, ce 24 janvier, sa cliente s'appelle Béatrice Dalle. L'actrice comparait devant la vingt-quatrième chambre correctionnelle de Paris pour avoir volé des bijoux, de septembre à novembre 1991, chez un grossiste de la rue des Archives.

A la barre, ce n'est pas Betty Blue, l'héroïne de 37-2 le matin, ni la Sorcière de Balloch. C'est presque une petite fille, emmitouflée dans un fichu noir jeté sur un blouson de cuir, qui se fait gronder par un magistrat soucieux de comprendre. « On se dit : elle a les moyens. Alors pourquoi ? Par jeu ? C'est un petit verger de comportement ? ». Mais aujourd'hui il n'y a pas de metteur en scène pour tirer profit de ce

scénario trop réaliste, et la comédienne ne parvient à s'exprimer que pour murmurer des excuses, avant d'aller se recroqueviller sur le banc des prévenus en pleurant silencieusement.

« Elle était gentille », se souvient la bijoutière, déçue par sa cliente qui prenait des bijoux quand elle avait le dos tourné. « C'est grave ! », lance le substitut, qui demande trois à six mois de prison avec sursis, avant d'ajouter devant le retentissement de l'affaire : « Dire qu'elle a déjà été sanctionnée n'est pas tout à fait faux... ». M. Liénard, le défenseur, évoque un état dépressif provoqué par une certaine « misère » qui ne touche pas que les pauvres. « La solitude, ça existe », souligne-t-il, avant de soupirer : « Maintenant il va lui falloir sortir de cette salle. » Une cla-

meur, des pas précipités, une foule de photographes se lancent sur Béatrice Dalle, soutenue par son avocat et son agent. La bousculade entraîne les gendarmes, qui s'interposent. Bloquée dans une encogiture, la comédienne est longuement mitraillée par une batterie d'objectifs qui ne photographient qu'un châle noir devant un visage. Enfin, c'est la fuite et la poursuite.

Deux heures plus tard, le tribunal rend son jugement : six mois de prison avec sursis, 20 000 F d'amende et intérêts à verser à la bijoutière. Mais Béatrice Dalle n'est pas revenue. M. Liénard l'avait dit au magistrat : « La dépression, ça ne devrait être que vous. »

MAURICE PEYROT

Une décision de la justice américaine

Les communes bretonnes victimes du sinistre de l'«Amoco Cadiz» obtiennent une réévaluation de leurs indemnités

La cour d'appel de Chicago a répondu favorablement, vendredi 24 janvier, à la demande des communes bretonnes victimes de la marée noire de l'«Amoco Cadiz», qui réclamaient un relèvement du taux d'intérêt des indemnités dues par la compagnie Amoco, déclarée responsable de la catastrophe survenue le 17 mars 1978.

BREST

de notre correspondant

Le taux d'intérêt des indemnités réclamées par les communes bretonnes sinistrées a été porté de 7,22 % à 11,9 %. La somme allouée par le tribunal de Chicago devrait ainsi passer de 123 millions de francs à 208 millions de francs. L'Etat, de son côté, bénéficiera aussi d'une réévaluation de ces indemnités : de 935 millions de francs à 970 millions de francs.

C'est une petite consolation pour les communes bretonnes. Après la catastrophe de l'«Amoco-Cadiz», elles avaient décidé de se désintéresser du fonds de garantie de 77 millions de francs alors déposé par la compagnie Amoco à Brest, estimant cette somme insuffisante en comparaison du montant des dégâts, pour attaquer le pollueur devant sa propre justice à Chicago. Les communes regroupées dans un syndicat

demandaient plus de 600 millions de francs. Dans son jugement du 11 janvier 1988, le juge Frank Mac Carr n'a pas tenu compte du préjudice écologique, auquel tenaient les Bretons. Les indemnités allouées (qui couvrent tout juste les frais du procès) ont été confirmées le 24 juillet 1990.

À la suite de cette première décision, la compagnie Amoco a fait appel. Et c'est le jugement de deuxième instance qui est tombé vendredi 24 janvier 1992. La compagnie a fait savoir qu'elle contestait la décision des trois juges. Elle a maintenant quinze jours pour déposer un second appel devant la Cour suprême, laquelle, si elle décide de se saisir du dossier, aura six mois pour rendre une décision ultime.

Un autre procès Amoco devra se jouer devant la justice française. Il s'agit de statuer sur le retour, ou non, dans les caisses de la compagnie pétrolière américaine du fonds de garantie déposé à Brest. Car les 77 millions de francs de 1978, gérés sur place par un mandataire liquidateur, M. Alain Genécan, ont fortement progressé. Amoco a aujourd'hui en caisse dans les banques françaises 320 millions de francs. La question est de savoir si cet argent lui appartient toujours.

GABRIEL SIMON

Après la catastrophe de l'Airbus d'Air Inter

Un pilote pourrait être nommé dans la commission d'enquête

L'enquête sur la catastrophe de l'Airbus A-320 d'Air Inter, qui s'est écrasé lundi 20 janvier sur le mont Saint-Odile (Bas-Rhin), devrait se dérouler dans de meilleures conditions qu'après l'accident d'Habsheim survenu en 1988 pendant un meeting aérien. Les boîtes noires avaient alors été remises à la direction de l'aviation civile, sans qu'on y ait eu préalablement apposé des scellés, et les représentants des pilotes n'avaient pas été associés à l'enquête.

Cette fois, le ministre des transports, M. Paul Quilès, avait décidé de nommer un pilote reconnu par le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) à la commission d'enquête, ainsi que l'a annoncé le SNPL, vendredi 24 janvier. « Ce pilote devra être incontestable par rapport à la profession et ne sera pas un élu d'une organisation professionnelle », a précisé M. Hugues Gendreau, président du syndicat.

La commission d'enquête, présidée par M. Alain Monnier, se réunira pour la première fois lundi 27 janvier. D'ici là, elle aura informé, le cas échéant, le direc-

teur général de l'aviation civile (DGAC) de la nécessité de prendre d'éventuelles mesures conservatoires immédiates, concernant les avions ou les compagnies aériennes. Dans un deuxième temps, un rapport préliminaire sera remis, dans le mois ayant suivi l'accident, au ministre des transports.

La rédaction du rapport complet prendra au moins un an. La commission dispose, pour ses recherches, des trois « boîtes noires » retrouvées après la catastrophe. L'enregistreur des conversations est dans un état convenable et 80 % des informations ont déjà été récupérées. L'enregistreur des paramètres du vol, découvert dans un état de fusion avancée, paraît inexploitable. Enfin, le « quick access recorder », un enregistreur plus sommaire des paramètres de vol, est endommagé à partir des quinze à vingt secondes précédant l'impact. La commission a fait appel à des experts pour tenter de restaurer cette partie cruciale de la bande.

M. La.

Cette année encore, le festival de la BD d'Angoulême va faire couler beaucoup d'encre.



Salon international de la Bande Dessinée d'Angoulême du 23 au 26 janvier 1992.

Lucien et ses copains, Gillou, Ricky, ainsi que leur créateur Franky (Margerin), sont des aristocrates de banlieue, des princes de la gentillesse, de la rigolade et du plaisir de vivre. Nés il y a plusieurs piges dans les pages de « Métal Hurlant », ils vieillissent aujourd'hui avec succès dans les albums que publient les Humanoïdes Associés. Et sur ces albums (qui sans y toucher sont un vrai miracle d'observation et de justesse de ton) flotte toujours comme un air de rock heureux.

E.LECLERC Partenaire du salon international de la Bande Dessinée d'Angoulême.

UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS



HAUTE-NORMANDIE : discrète

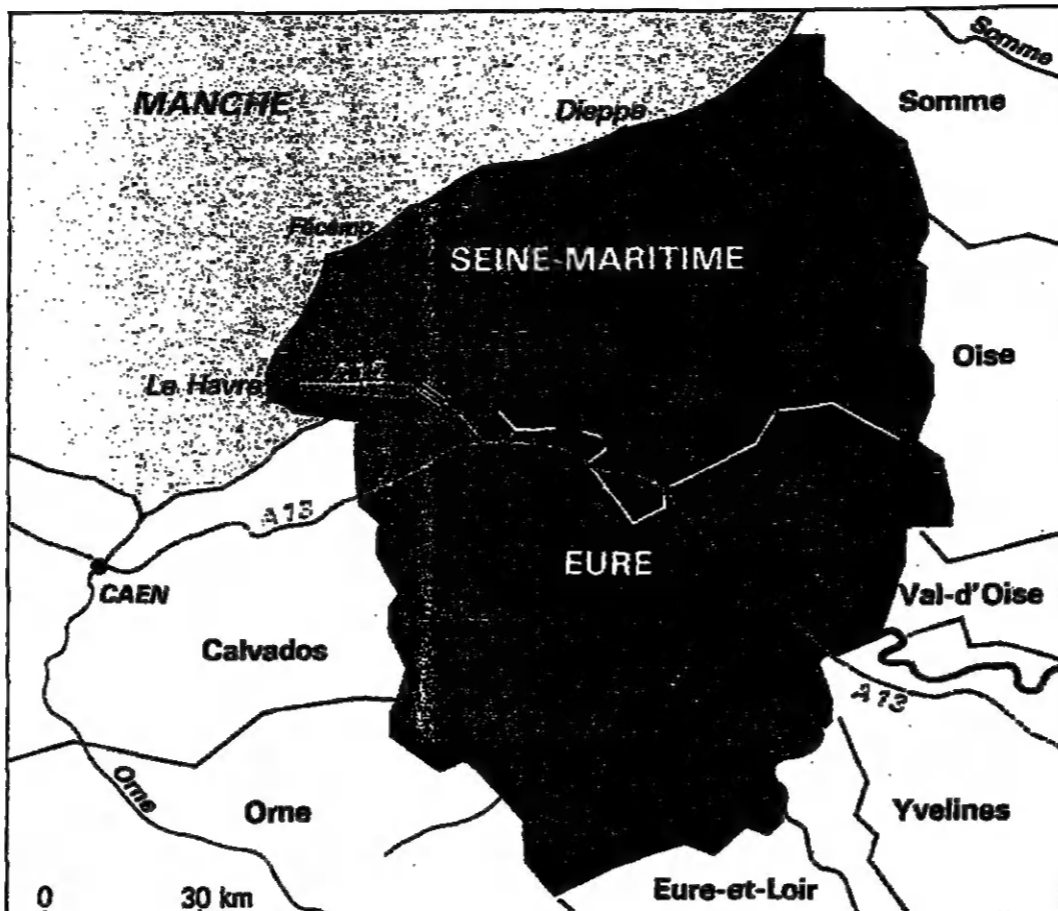
Préfecture :
Rouen

Départements :
Eure
(préfecture : Evreux)
Seine-Maritime
(préfecture : Rouen)

Superficie :
12 258 km²

Population :
1 737 247 habitants

Principales agglomérations :
Rouen
(380 220 habitants)
Le Havre
(253 675 habitants)
Evreux
(58 007 habitants)



Elle est belle, la Normandie, elle est aussi riche de ses ports et de ses entreprises. Mais les querelles de clochers divisent toujours une région qui n'a pas su prendre en compte son identité pour s'imposer face aux ambitions de sa tentaculaire voisine, l'Île-de-France.

ROUEN profite du brouillard pour cacher ses atouts. La ville se voit devant le horizon qui tente de la découvrir. Elle laisse le manteau blanc l'envelopper comme pour mieux protéger son patrimoine. Il faut deviner les formes d'une cathédrale qui ne veut pas donner à voir toutes les mutations qu'elle a subies. Rues piétonnes et bâtiments restaurés se dissimulent de la même façon comme pour éviter des regards indiscrets.

La capitale de la Haute-Normandie se veut à l'unisson de la région : discrète. Ici, point de slogans tapageurs ou de campagnes publicitaires vantant les performances d'un ensemble territorial, mais une prudence légendaire qui frise le secret. Une discrétion telle que l'on se vient même à se demander si cette région existe.

« *Pr'êben, qu'ouï, pr'êben qu'ouï* » répondent les descendants de paysans caennais, qui feignent d'oublier que, depuis 1956, un découpage administratif les a séparés de leurs cousins bas-normands. Une séparation en douceur, qui n'a suscité à l'époque « *que de faibles réactions* » ainsi que le souligne François Gay, président de l'Association d'études normandes. Depuis longtemps, les pêcheurs de Dieppe savaient qu'ils n'appartenaient plus au même duché que les habitants de Saint-Lô. La Seine, au fil des ans, au terme de son rôle d'une privauté pour le développement de Paris, avait déjà matérialisé la coupure.

L'Etat, voulant éviter un débat difficile sur le choix d'une capitale pour une grande région normande, a préféré diviser. L'opération permettait, au passage, de renforcer le pouvoir de Caen par rapport aux pays de bocage (le Monde dans 19-20 janvier). Elle favorisait aussi les vœux des adhérents des années 30 qui considéraient la région haute-normande « *la façade parisienne parisienne, car elle est entièrement située à moins de 200 kilomètres de Paris, de part et d'autre de l'axe de la Basse-Seine* » selon l'expression d'Yves Guérmond, géographe à l'université de Rouen (1).

Deux départements hérités de la Révolution, et correspondant en grande partie aux diocèses antérieurs, sont donc rassemblés pour constituer, en superficie, l'une des plus petites régions françaises. Mais ces deux entités avaient-elles envie de se marier ? Là encore, la puissance publique n'a pas trop cherché à le savoir, se contentant de rassembler ce qui pouvait être au bénéfice de la région parisienne et des risques d'asphyxie qui la menaçaient.

Les habitants du Triéport ont dû apprendre à vivre avec ceux de Verneuil-sur-Avre. Mais qu'y avait-il de commun entre des gens tournés vers la Picardie et d'autres partagés entre l'attraction de l'Île-de-France et celle du Centre ? Quelle unité pouvait rassembler des marins pêcheurs et des agriculteurs prêts à vendre leur ferme à des Parisiens en quête d'évasion champêtre ? Au-delà du problème des villes « frontalières », situées aux marges de la région, était-il possible d'accueillir à la « puissance » Seine-Maritime un département de l'Eure comptant deux fois moins d'habitants ?

Au moment des noces, on a voulu tout oublier pour célébrer la fête. Mais les vieux mythes n'ont pas disparu. La condescendance des gens du pays bordé par la mer est toujours perceptible vis-à-vis des terriens. Ils considèrent les habitants de l'Eure comme des ruraux, et assurent, comme ce chauffeur de taxi, que « *les embouteillages du samedi, dans les rues de Rouen, sont dix fois voitures immatriculées 27, dont les conducteurs viennent de la campagne* ».

S. B.

Les malheurs de Jean Lecanuet

Maître en son duché, le sénateur et maire de Rouen vivait heureux jusqu'au moment où un jeune énarque socialiste est venu troubler les équilibres traditionnels

DANS les locaux de l'ancienne caserne Gambetta, devenue hôtel de région, l'ambiance est plutôt morose en ce début d'année. Les fonctionnaires territoriaux et les membres du cabinet savent que le président expédie les affaires courantes. Pour eux l'heure du changement approche : elle est fixée aux derniers jours du mois de mars. Quel que soit le résultat des urnes, le président Roger Fossé abandonnera son fauteuil.

Après dix ans passés à la tête de l'exécutif régional, le fidèle du général de Gaulle, l'adversaire victorieux de Jean-Jacques Servan-Schreiber aux législatives de 1962 s'en va. Ou plus exactement il cède aux pressions de certains de ses amis. « *On me dit qu'il faut que je me retire, à soixante et onze ans je ne me trouvais pas trop âgé, enfin c'est ainsi* ». L'Élu caennais esquise un vague sourire chargé de sous-entendus, assure qu'il est « *gauchiste et pas chrétien* », mais se garde de donner plus de détails sur l'identité de ceux qui l'ont poussé à se contenter de gérer sa mairie d'Auffay.

Exit donc l'habile joueur de dominos qui avait su, si bien, au cours des dernières années, oublier l'appoint du Front national pour gouverner sans majorité. Mais pas de panique, à droite la relève est prête. L'héritage n'a pas provoqué de querelles apparentes, parce que, dans cette région de non-dit, des règles précises existent qui empêchent toute impertinence. Et le gardien de ce code est un homme encore puissant dans son fief, Jean Lecanuet, veillant et l'avenir doit être sans surprise.

L'agrégé de philosophie, devenu leader du MRP, a été plus rapidement connu de l'ensemble des Français que de ses concitoyens. Sa campagne présidentielle de 1965 a rendu son sourire célèbre mais n'a pas facilité son intégration. Ainsi qu'il le reconnaît lui-même, il a eu « *beaucoup de mal à se faire admettre par la bourgeoisie rouennaise* ». Il lui faudra attendre 1968 pour conquérir, de justesse, la mairie de la capitale haut-normande. Mais son ralliement, six ans plus tard, à la candidature de Valéry Giscard d'Estaing facilitait les choses. « *Cette intégration totale à la droite classique et cet abandon de tout message politique particulier lui assurent une emprise beaucoup plus complète sur son électoral local traditionnel que n'en demande pas plus* », écrit Yves Guérmond.

Maître en sa ville, Jean Lecanuet peut étendre son pouvoir au département. En 1974, il succède à l'ancien ministre radical André Marie à la présidence du conseil général de la Seine-Maritime. De ce poste, où il sera constamment réélu, il peut contrôler à vie de sa région. Dans « *son conseil* », pour reprendre son expression, il est « *le poteau indicateur* ». C'est lui qui distribue les subventions, le goudron sur les routes où les aides

à l'action sanitaire et sociale, c'est donc à lui qu'une majorité de conseillers ruraux accordent leur confiance. Au-delà de l'UDF, ce sont les notables des petits bourgs qui apportent leurs voix au président Lecanuet et qui lui délèguent leur pouvoir pour gérer au mieux de leurs intérêts particuliers l'avenir du département.

Fort de cet appui, le duc de Seine-Maritime peut dicter sa conduite à la région, puisqu'il est entendu depuis longtemps que le département « *vassal* » de l'Eure n'a que peu de voix au chapitre. La tradition devient donc une règle depuis 1982. Le conseil général a un président UDF, le conseil régional un président RPR. Ainsi lorsque le président Roger Fossé est jugé trop âgé, ou lorsque les instances du RPR décident de renou-

veler leurs élus, la succession ne pose pas de problème. On applique la théorie du « *millefeuille* », habituelle aux listes communales de la droite, en plaçant le député RPR du Havre en tête.

Le conseil régional

Président : Roger Fossé (RPR).
6 PC ; 18 PS ; 2 MRG ; 7 UDF ; 3 CDS ; 12 RPR ; 2 div. d. : 3 FN.

Résultats des élections de 1988 par départements

EURE (15 sièges)	SEINE-MARITIME (38 sièges)
Ins. : 328 637 ; abst. : 21,44 % ; suff. ex. : 243 151.	Ins. : 798 231 ; abst. : 22,72 % ; suff. ex. : 589 411.
PC : 9,20 % ; 1 élu ; PS-MRG : 32,72 % ; 6 élus ; UDF : 28,82 % ; 4 élus ; RPR : 18,09 % ; 3 élus ; FN : 8,91 % ; 1 élu ; Verts : 4,23 %.	LO : 2,84 % ; PC : 12,23 % ; 5 élus ; PS-MRG : 34,36 % ; 14 élus ; div. g. : 1,42 % ; Un. opp. : 39,71 % ; 17 élus ; FN : 6,40 % ; 2 élus ; Verts : 3,20 %.

La succession n'est pas d'actualité

Antoine Rufenacht, le banni des précédents scrutins pour cause de soutien à Michel Debré, se retrouve donc propulsé sur le devant de la scène régionale. Ses échecs successifs pour reprendre la mairie du Havre au Parti communiste sont oubliés, l'ancien secrétaire d'Etat de Valéry Giscard d'Estaing part en campagne avec entrain, fier d'une liste qu'il estime largement renouvelée. « *Je collabore avec Jean Lecanuet depuis plus de dix ans pour définir l'action du conseil général* », précise le candidat en soulignant, en signe d'allégeance à son suzerain, « *le poids important du président dans le monde rural* ».

Le maire de Rouen semble toujours le maître du jeu. Il gère l'habile construction qui fait de son bureau à l'hôtel du département le centre de décision de la politique régionale. Il y a bien ces histoires de « *parachutages*

» dans sa bonne ville qui l'inquiètent un peu. Mais sur cette question, il tient à être ferme. L'an passé il a refusé de rencontrer Michèle Barzach, venue voir si l'air de Rouen lui convenait. Aujourd'hui c'est le tour de Claude Heurteux, PDG du groupe Auguste-Thouard et membre du bureau politique du Parti républicain, de venir annoncer qu'il occuperait bien un appartement à Rouen, en attendant les législatives de 1993. « *Je souhaite voir un Rouennais se lancer dans la future bataille des législatives* », laisse tomber le maire, étouffé par tout ce tapage.

Qu'on le sache à Paris, sa succession n'est pas à l'ordre du jour. Quelques indispositions passagères ne l'empêchent nullement de tenir fermement, à soixante et onze ans, les

d'adjoint au Grand-Quevilly plutôt que de franchir la Seine pour venir affronter le duc de Rouen. Mais Jean Lecanuet l'a découvert très vite, ce n'était là que ruse. Après avoir mis la main sur l'appareil du Parti socialiste en Seine-Maritime, et écarté quelques rivaux, Laurent Fabius a encouragé des amis parisiens à venir le rejoindre dans cette terre normande. En en faisant son laboratoire du « *socialisme scientifique* » (le Monde du 4 mars 1990), il a favorisé le travail de nouveaux étrangers qui venaient ravir aux communistes des municipalités. Un recteur à Canteleu, un avocat au Petit-Quevilly, le « *millefeuille* » permettait d'agrandir le triot du socialisme renoué qui recouvrait lentement les cartes électorales. Et en mars 1989 ces hommes se sont alliés au sein du syndicat à vocation multiple de l'agglomération rouennaise (SIVOM) pour porter à la présidence Laurent Fabius.

L'encercllement par le SIVOM

Sans traverser la Seine, sans l'affronter loyalement, un socialiste venait contre le pouvoir de Jean Lecanuet, venait « *toucher* » à sa ville. Le coup était rude pour le sénateur. Cette « *manœuvre* » d'encercllement réussit, il le savait, n'était-il lui-même que des complications. « *Laurent Fabius a un comportement agressif et hautain* », se plaint le maire de Rouen. Il ne supporte pas la façon dont « *ce Parisien* » préside les réunions du SIVOM, la façon dont il lui donne la parole. À lui, Jean Lecanuet, comme à « *j'aurais le maire d'une quelconque commune de l'agglomération* ». Et puis il y a ce métro-bus que Laurent Fabius ne pense qu'à diriger vers la rive gauche, « *vers chez lui et chez ses amis communistes* ». Bref les rapports « *ne sont pas ce qu'ils devraient être* ».

Non content de contester le maire dans sa ville, le premier des socialistes brigue aussi la présidence du conseil régional. Avec l'aide de Frédéric Bredin, ministre de la jeunesse et des sports et maire de Fécamp, et de ces huit députés qui ont transformé la quête Seine-Maritime en territoire rose, il veut bouleverser une habile construction que Jean Lecanuet a mis des années à bâtir. Vraiment les limites de la bienveillance sont dépassées.

Heureusement l'expérience d'une longue carrière politique permet au maire de Rouen de rester encore serein. Il sait que les électeurs ont constaté que Laurent Fabius « *n'a pas déversé sur la région les crédits que sa position lui aurait permis d'obtenir* ». Cette faute dans une terre qui a porté à de hautes fonctions René Coké, André Marie ou André Bettecourt,

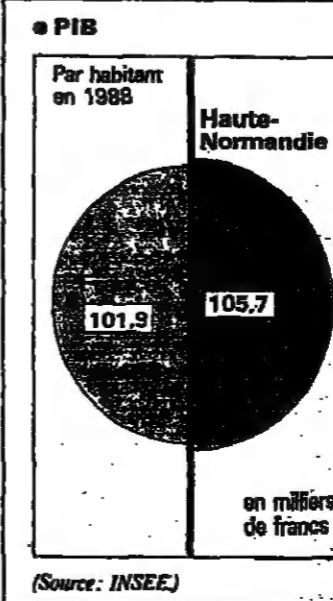
cela se remarque. Alors le sénateur attend de voir si les électeurs socialistes de 1989 répéteront le choix cette année, maintenant que leur leader est devenu « *un chef de clan* ».

Et puis le maire de Rouen sait que la « *machine Fabius* » peut parfois avoir des ratés. Même si le rocardien Pierre Bourguignon se retrouve aujourd'hui, par le hasard des alliances de courants, au côté d'un homme qui a autrefois tenté de le priver d'un mandat de député, le « *socialisme scientifique* » et sa version « *Je dirige tout de Paris* » provoquent parfois des mécontentements et des désertions dans le camp socialiste. Alain Carment, le maire de Gournay-en-Bray, s'est mis en congé d'un parti dont il conteste les décisions régionales. Le maire de Barentin ne serait pas loin de partager le même point de vue.

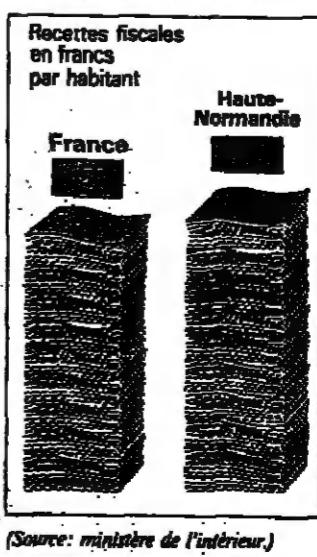
Bernard Frau, le jeune maire de Grand-Couronne, a abandonné en août 1990 son voisin du Grand-Quevilly, à qui il reprochait de « *ne rien comprendre à l'écologie* ». Un désaccord qui se traduit par la présentation d'une liste Génération Écologie lors des élections. Optimiste, Bernard Frau pense que les habitants de la région, refusant les combats d'appareils, vont voter pour lui « *car nous souhaitons imposer l'écologie dans un département à risques et combats* ». Front national ». Il ne manquait plus que ce nouvel impertinent pour brouiller une situation déjà suffisamment complexe. Jean Lecanuet en vient parfois à rêver au calme qui règne au Palais du Luxembourg.

S. B.

TENDANCES



● Budgets régionaux



هكذا من الأصل

AGENDA

THÉÂTRE

AKTÉON-THÉÂTRE (43-38-74-82).
Gas. d'été : 15 h. Jérusalem
photo : 20 h 30. Comment : 15 h
22 h.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (43-38-74-82).
Gas. d'été : 15 h. Jérusalem
photo : 20 h 30. Comment : 15 h
22 h.

ATALANTE (46-06-11-80). **Oratorio** :
20 h 30, dim. 17 h.

ATELIER (46-06-49-2-4).
L'Américain : 15 h, dim. 15 h 30.

BALESTRE-LOUIS-JOURNET (47-42-
67-27). Salle C. **Bérand. Mademoiselle**
(67-27) 30, Salle Louis Jouvet. La
Veuve : 20 h 30, dim. 17 h.

BASTILLE (43-67-42-14). **Les tol et**
le 15 h 30. **V. Rimbaud** :
20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE A)
QUAI MALAKOUX (40-51-84-53).
Le tigre : 15 h 30. **Jean-Pierre**
Chabrol : 16 h 15. **Exercices de style** :
17 h 30. **Le tigre** : 18 h 30. **Le tigre** :
19 h 30, dim. 17 h. **Le tigre** :
Major : 20 h 30.

BERRY (43-57-51-55). **Peer Gynt** :
20 h 30.

BOULEVARD PARISIENS (42-96-60-24).
George et Marguerite : 20 h 30
20 h 45, dim. 15 h 30.

BOUFFONS-THÉÂTRE DU XIXE (42-
38-35-63). **Le tigre** : 15 h 30. **Le tigre** :
16 h 30. **Le tigre** : 17 h 30. **Le tigre** :
18 h 30. **Le tigre** : 19 h 30.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). **Le tigre** :
15 h 30. **Le tigre** : 16 h 30. **Le tigre** :
17 h 30. **Le tigre** : 18 h 30. **Le tigre** :
19 h 30. **Le tigre** : 20 h 30.

CARTELOU (42-96-67-03). **Le tigre** :
15 h 30. **Le tigre** : 16 h 30. **Le tigre** :
17 h 30. **Le tigre** : 18 h 30. **Le tigre** :
19 h 30. **Le tigre** : 20 h 30.

CARTOUCHIERE (45-51-84-53). **Le tigre** :
15 h 30. **Le tigre** : 16 h 30. **Le tigre** :
17 h 30. **Le tigre** : 18 h 30. **Le tigre** :
19 h 30. **Le tigre** : 20 h 30.

CHATELET-THÉÂTRE DE LA
EMPEITE (42-38-35-63). **Le tigre** :
15 h 30. **Le tigre** : 16 h 30. **Le tigre** :
17 h 30. **Le tigre** : 18 h 30. **Le tigre** :
19 h 30. **Le tigre** : 20 h 30.

CASINO DE PARIS (48-95-93-93).
Falle Par : 17 h 30. **Le tigre** :
20 h 30.

CAVEAU LA REPUBLIQUE (42-78-
44-45). **Y a-t-il** : 15 h 30. **Le tigre** :
16 h 30. **Le tigre** : 17 h 30. **Le tigre** :
18 h 30. **Le tigre** : 19 h 30.

CENTRE GEORGES-POPIDOU (42-74-
42-19). **Le tigre** : 15 h 30. **Le tigre** :
16 h 30. **Le tigre** : 17 h 30. **Le tigre** :
18 h 30. **Le tigre** : 19 h 30.

CENTRE MATHIS (45-51-84-53). **Le tigre** :
15 h 30. **Le tigre** : 16 h 30. **Le tigre** :
17 h 30. **Le tigre** : 18 h 30. **Le tigre** :
19 h 30. **Le tigre** : 20 h 30.

CHATELET-THÉÂTRE MUSICAL DE
PARIS (40-28-28-40). **Le tigre** :
15 h 30. **Le tigre** : 16 h 30. **Le tigre** :
17 h 30. **Le tigre** : 18 h 30. **Le tigre** :
19 h 30. **Le tigre** : 20 h 30.

CINQ DIAMANTS (45-80-81-31). **Le tigre** :
15 h 30. **Le tigre** : 16 h 30. **Le tigre** :
17 h 30. **Le tigre** : 18 h 30. **Le tigre** :
19 h 30. **Le tigre** : 20 h 30.

CITE INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE
PARIS (42-38-35-63). **Le tigre** :
15 h 30. **Le tigre** : 16 h 30. **Le tigre** :
17 h 30. **Le tigre** : 18 h 30. **Le tigre** :
19 h 30. **Le tigre** : 20 h 30.

COMEDIE CAUHAUTIN (47-42-
43-41). **Bernard Nabile** : 21 h, dim.
17 h 30.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES
(47-23-37-21). **Le tigre** : 21 h, dim.
17 h 30.

COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22).
L'Épouse prudente : 15 h, dim. 15 h 30.

COMEDIE DE PARIS (42-61-00-11).
Le tigre : 15 h 30. **Le tigre** : 16 h 30. **Le tigre** :
17 h 30. **Le tigre** : 18 h 30. **Le tigre** :
19 h 30. **Le tigre** : 20 h 30.

COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15).
Le tigre : 20 h 30. **Le tigre** : 21 h 30. **Le tigre** :
22 h 30. **Le tigre** : 23 h 30. **Le tigre** :
24 h 30. **Le tigre** : 25 h 30. **Le tigre** :
26 h 30. **Le tigre** : 27 h 30. **Le tigre** :
28 h 30. **Le tigre** : 29 h 30. **Le tigre** :
30 h 30. **Le tigre** : 31 h 30. **Le tigre** :
32 h 30. **Le tigre** : 33 h 30. **Le tigre** :
34 h 30. **Le tigre** : 35 h 30. **Le tigre** :
36 h 30. **Le tigre** : 37 h 30. **Le tigre** :
38 h 30. **Le tigre** : 39 h 30. **Le tigre** :
40 h 30. **Le tigre** : 41 h 30. **Le tigre** :
42 h 30. **Le tigre** : 43 h 30. **Le tigre** :
44 h 30. **Le tigre** : 45 h 30. **Le tigre** :
46 h 30. **Le tigre** : 47 h 30. **Le tigre** :
48 h 30. **Le tigre** : 49 h 30. **Le tigre** :
50 h 30. **Le tigre** : 51 h 30. **Le tigre** :
52 h 30. **Le tigre** : 53 h 30. **Le tigre** :
54 h 30. **Le tigre** : 55 h 30. **Le tigre** :
56 h 30. **Le tigre** : 57 h 30. **Le tigre** :
58 h 30. **Le tigre** : 59 h 30. **Le tigre** :
60 h 30. **Le tigre** : 61 h 30. **Le tigre** :
62 h 30. **Le tigre** : 63 h 30. **Le tigre** :
64 h 30. **Le tigre** : 65 h 30. **Le tigre** :
66 h 30. **Le tigre** : 67 h 30. **Le tigre** :
68 h 30. **Le tigre** : 69 h 30. **Le tigre** :
70 h 30. **Le tigre** : 71 h 30. **Le tigre** :
72 h 30. **Le tigre** : 73 h 30. **Le tigre** :
74 h 30. **Le tigre** : 75 h 30. **Le tigre** :
76 h 30. **Le tigre** : 77 h 30. **Le tigre** :
78 h 30. **Le tigre** : 79 h 30. **Le tigre** :
80 h 30. **Le tigre** : 81 h 30. **Le tigre** :
82 h 30. **Le tigre** : 83 h 30. **Le tigre** :
84 h 30. **Le tigre** : 85 h 30. **Le tigre** :
86 h 30. **Le tigre** : 87 h 30. **Le tigre** :
88 h 30. **Le tigre** : 89 h 30. **Le tigre** :
90 h 30. **Le tigre** : 91 h 30. **Le tigre** :
92 h 30. **Le tigre** : 93 h 30. **Le tigre** :
94 h 30. **Le tigre** :

PARIS EN VISITES

LUNDI 27 JANVIER

« L'Inscavo, **Museo** complète, films sur les sauvetages et dialogue avec un responsable », 14 heures, 7, place Fontenoy (M. Hager).

« Le Palais de Justice, un activiste », 14 h 15, 4, boulevard du Palais (Tour d'Ancêtre).

« Le 10 au 10 », 14 h 30, 2, rue d'Anjou (Palais aux travaux d'Hausmann), 14 h 30, 2, rue d'Anjou (Palais autres fois).

« Les aborigènes d'Australie », 14 h 30, 2, Musée du Trocadéro (Le Trocadéro bleu).

« Louvre, de Philippe-Auguste à la Pyramide. Nouveaux aménagements et perspectives », 14 h 30, 1, musée du Louvre-Louvre.

« Vermeer et l'Ecole du Delta », 14 h 30, 1, musée du Louvre-Louvre.

« La Grand Louvre du donjon à la Pyramide et les nouveaux aménagements », 14 h 30, grilles du Conseil d'Etat, place du Palais-Royal (Arts et le Louvre).

« Les appartements du Louvre et leurs boisées rares. Le mobilier du cabinet secret de Louis XVI », 14 h 30, 1, musée du Louvre-Louvre.

« Rothschid », 14 h 30, sortie Louvre-Rivoli (F. Hautier).

« Le Palais de l'Hotel Lassey », 14 h 30, 33, quai d'Orléans (S. Rolon-Kern).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, sortie metro Saint-Paul (Résurrection du parisi).
« Le Musée Fragonard du parfum et ses collections de parfums limités à 14 h 30, 1, rue de la Harpe, 1, hall de l'Opéra Garnier (Musée Lully).

« Le Musée de l'Arsenal et ses salons » (limité à vingt personnes - 14 h 30, 1, rue de la Bibliothèque (Monuments historiques)).

« Le Musée de l'Art Moderne », 14 h 30, 1, rue de la Harpe (Lutèce-visites).

« Grande oratoire religieuse : le séminaire de Saint-Thomas d'Aquin », 14 h 30, 1, rue de Saint-Thomas d'Aquin, place St Thomas-d'Aquin (Approche de l'art).

« Le Palais de l'Art Moderne », 14 h 30, 1, rue des Ecoles (Paris et son histoire).

« Le poids du Louvre », 19 heures, Musée National d'Art Moderne (Centre Georges-Pompidou).

CONFÉRENCES

23, quai de Conti, 14 h 45 : « Les pouvoirs du Sénat. Le bicaméralisme », par Jean Cluzel (Académie des sciences morales et politiques).
31, rue de Condé, 19 heures : « Max Ernst », par G. [nom] (Institut).

JOSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-29).
Maldédictio ■ la famille Guergand
21 h.

SAINT-GEORGES (48-78-83-47). En-
semble ■ 17 h et ■ h 48, dim. 15 h.

SALLE BRASLIA (GALERIE BRASLIA)
INTER ■ 40-63-01-28.
■ h 30.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-21).
Louis Hémon ■ 22 h.

SHOW-BUS (42-63-36-56). Dim. Sho-
bus ■ 14h30.

■■■■ CHAPEAUX (40-02-61-18).
■ h 30, dim. 15 h.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-01-
21-93). ■■■■■■■■■ ordonnée
■ h 30.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (42-
01-10-10). ■■■■■ de Martin
20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 13 (45-88-82-22). ■■■ me-
de la vie ■ 20 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE 14 - JEAN-MARIE SER-
REAU (45-46-49-77). Andromaque ■
15 h 30. ■■■■■ ■ h 30, dim.
15 h.

THÉÂTRE CLAVEL (42-39-22-55).
■■■■■ ■ 20 h 30.

THÉÂTRE DE DIX-HEURES (45-00-
10-17). Que ■■■■■ de l'abst-jour
20 h 30.

THÉÂTRE ■■■ ACTES (43-87-36-13).
■■■■■ 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (41-
64-80-02). Phèdre ■ 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE GRÉVIN (42-45-84-47).
■■■■■ Roumanoff ■ h 30.

THÉÂTRE DE LA ■■■■■■■ BELLE
DE-MAI ■■■ DE-ET ■ La femme ■
vingtaine ■ 21 h, dim. 17 h. André Puy-
■ 21 h, dim. 17 h. Belle ■■■■■ ■
■ h 30, dim. 15 h. Les ca-
mans ■■■■■■■ comme ■
■ h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE DE LA MAINATE (42-01-
01-01). Film cannibale ■ 20 h 30,
dim. 18 h 30.

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOTT
(47-04-24-24)
PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)
SAMEDI
Cinéma un écran 111111, v.o. s.t.f.), de
Vincente Minnelli, 18 h 30 ; le Port de la
drogue (1952-1983, v.o. s.t.f.), de
William Fuller, 21 h.

DIMANCHE
Les Temps modernes (1936), de Charles
Chaplin, 11 h 30 ; Mammie's quotidien
(1934, v.o. s.t.f.), de King Vidor,
20 h 30.

CENTRE

GEORGES-POMPIDOU
SALLE GARANCE
SAMEDI
Hommage à la **France** Bros ; Humores
que (1946, s.s.f.), de **Jean** Regu
lesco, 14 h 30 ; l'Eventail de lady Win
dernere (1952, s.s.f.), d'Erm
17 h 30 ; My Fair Lady (1964
s.s.f.), de **George** Cukor, 20 h 30.

DIMANCHE

danseuse (1967, v.o. s.t.f.), de Laurence Luyckx, 19 h 30 ; les Fantastiques (1967, v.o. s.t.f.), de Raoul Walsh, 17 h 30 ; Reflets dans un ciel d'or (1967, v.o. s.t.f.), de John Ford, 20 h 30.

IDÉOTHÈQUE DE PAI

**2, Grande-Galerie,
porte Saint-Eustache,
Palais des Hautes
Léves.**

Programme

Poésie: Musique: **Claudio Monteverdi**
Spot **Saint-Sime** (1860-1969), **Cher**
c'est pas (1968) **de** **Alex Levitov**
14 h 30: Musique **Martini**: **Melancolia**
Sarukkin (1971) **de** **Calderon**
18 h 30: Rock: **(1984)** **(1984)**
Jacques Sansoult, **Village-Père** attaque
de **Massimo Mangano**
18 h 30: Portraits: **Pierre Boule**
(1965) **de** **Michel Fano,** **Le coucou**
(1984) **Jacques Chénier**, **Mes**
Tout le monde (1973) **de** **Denis**
Tout le monde (1973) **de** **Denis**

DIMANCHE

Musique : Leçon de musique
 Voix par tête (1958) de Claude
 Fauriol, Aujourd'hui on enregistre (1957)
 de Jean-Christophe Averty, L'homme
 invisible (1958) de Jean Boyer
 14 h 30 : Musiques de films : Bande-an-
 nonce : les Aventuriers, Pour le For-
 givon (1985) de Jean-Luc Godard, 20 h 30
 de Daniel Guédon et la Musique (1980)
 d'Ainima (1980) de Frank Cassenti
 18 h 30 : Musiques de films : Les
 Gaumont, la Musique (1987) de Luigi
 Comencini, 20 h

LES EXCLUSIVITÉS

LA VITESSE D'UN CHEVAL AL
GALOP (Fr.) : Forum ☐ Express, 1
(42-33-42-42-26) ; George V, 8
(45-35-42-41-46) ; Sept Palmesans, 14

A PROPOS D'HENRI (A. v.o.) : ☐
Triomphe, 9 (45-74-93-50)

LES ANIMAUX DU PONT-NEUF (Fr.) :
Espée de ☐ 5, (43-37-37-47-47) ; Espace
Saint-Michel, 5 (44-07-20-49) ; Denfert
14 (42-31-41-01).

AMERICAN FRIENDS (Brit. v.o.) :
Gamont Amontant, 18 (42-18-19-08)

LA FEMME TERRA INCOGNITA (v.o.) :
Lafayette, 4 (42-38-42-38-42)

L'AMOUR NÉCESSAIRE (L.) : ☐
Bembourg, 3 (42-71-52-36) ; Studio
18, 18 (46-06-38-07).

L'ANNONCE FAITE ☐ MARIE (Fr.) :
Can., 5 ; Espace Saint-Michel, 5
(44-07-20-49).

LA BOUTE (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6

THÉÂTRE MONTORGUEIL (48-52-58-21). On ne s'en fait pas : la cocotte ; On purge bébé : 20 h 30, 21 h. 15 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOUT (47-27-81-15). Le Baron perché (15 h) ; H. S. S. Les Gémiers. Carillon plein : 20 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA []
[] LINE []
ner chez Ludwig W. : 21 h, 21 h. 16 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (43-25-70-38). [] (en [])
sur scène en français) : 19 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (43-25-70-38). [] (en [])
Sur la scène et l'autre bord : 18 h.

THÉÂTRE DE NESLE (44-34-61-04).
[] chez soi : 19 h. Baudelaire : 20 h 30.

THÉÂTRE OUVERT-JARDIN D'HIVER (42-62-58-49). Djurgården (colliste)
[] : 19 h et 21 h.

THÉÂTRE PARIS-PLAINE (40-43-01-82). [] : [] h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-55-10-13). Petite [] : [] h.
[] 30, 21 h. 15 h.

THÉÂTRE SILVIA MONFORT (45-33-66-70). La [] des [] : [] h 30, 21 h.

THÉÂTRE DU TAMBOUR NOIR (45-07-23-34). Quarante : [] h, 21 h. 16 h.

TOURTOUR (48-87-82-48). [] : [] h : 19 h.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). [] : 21 h.

RÉGION PARISIENNE

ANTONY (THÉÂTRE FIRMIN-GÉMIER) (48-66-02-74). **LEZIN** du porteur : 21 h.
AUBERVILLIERS (THÉÂTRE DE LA COMMUNE) (48-34-87-87). **Commune**

ATLANTIC (Fr.) : ■■■■■■
 (43-26-19-08) : Gaumont
 scd, 8 (43-69-18-08).

ATTACHE-MOI (Esp., v.o.) : ■■■■■■
 (42-78-47-88) : Studio Galanda, 5
 (43-84-72-71).

AY CARMELA I (Esp., v.o.) : Latina, 5
 42-78-47-88.

BEY RAILS (Fr.) : ■■■■■■
 (43-76-37-38) : ■■■■ Hains-
 weille, 6 (43-37-78-30).

BARTON FINK (A., v.o.) : Epée du
 Bois, 5 (43-37-57-47) ; République Cinéma,
 11 (48-06-01-33) ; Grand Pavois,
 15 (43-84-72-71).

LA BELLE NOUSSE (Fr.) : ■■■■■■
 (43-76-37-38) : République Cinéma,
 11 (43-37-57-47).

**BERNARD ET BIANCA ALI ALI DES
 KANGOUROUS (A., v.f.)** : ■■■■ 2-
 (42-38-53-33) ; UGC Montparnasse, 8
 (45-74-94-84) ; UGC Triomphe, 8
 (45-74-94-84) ; UGC Bobino, 13
 (45-74-94-84) ; Saint-Lambert, 15

BILLY BATHGATE (A., v.o.) : ■■■■■■
 1 (45-08-07-57) ; 14 Juliette
 Odéon, 6 (45-28-59-53) ; ■■■■ Mar-
 gran-Concorde, 8 (43-69-82-82) ; UGC
 Montparnasse, 15 (43-69-18-18) ; UGC
 Montparnasse, 14 (45-20-12-06) ; 14
 Juliette Beaugrenelle, 15 (45-75-79-78) ;
 v.f. : Rac, 2 (43-38-83-93) ; UGC Mon-
 tparnasse, 15 (45-74-94-84) ; Panorm
 15 (45-74-94-84) ; Permuton
 Basile, 12 (43-73-01-91) ; Lycée
 13 (47-07-56-68) ; Mitrail, 14
 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15
 (45-74-92-40) ; ■■■■ Clichy, 15
 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20

BLANC D'ÉBÈNE (Fr.-québécois) : Forum
 Express, 1 (43-42-32-28) ;
 Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-08) ;
 14 (43-20-32-20).

**LES BONS DE L'ARBRE (Fr.-ind.,
 v.o.)** : ■■■■■■ (48-13-10-82).

**LE CERCLE DES POSTES (Fr.-ind.,
 v.o.)** : ■■■■■■ (43-21-41-01) ;
 Grand Pavois, 15 (45-44-48-88).

LES FILMS NOUVEAUX

L'AMANT. Film franco-britannique
Jean-Jacques Annaud, 124
min. (42-25-57-57);
Hortzon, 124 (42-25-57-57);
6 (42-25-57-57); UGC
Denton, 124 (42-25-10-30);
Marignan-Concorde, 84 (43-59-
82-92); Publica Champs-Élysées, 84
(47-20-78-22); Max Linder, Pan-
rama, 94 (49-24-58-98); La
11 (49-24-58-98); Les
14 (43-27-84-50); Kinopanorama,
18 (43-06-50-50); Les
16-58-08-03 (1); L.T.,
Odeon, 84 (47-43-93-93); Saint-Ex-
pas-Pasquier, 84 (47-37-35-43);
12 (43-04-04-77); UGC
Lyon 12, 124 (43-04-01-59);
Lyon 17, 124 (47-07-58-58);
Lyon 18, 124 (47-07-58-58);
Gambetta Convention, 19 (48-22-
42-27); Pathé Wagram, 19 (48-22-
42-01); La Gambetta, 20 (46-36-
10-96).

COMME IL OISEAUX. Film fran-
çais de Dominique Lelercq : Elysees
Lyon 5, 54 (43-58-58-58); 4.

LA COTE D'ADAM. Film scottais
de John Krieger, 101 min.
Cineaudom, 47 (42-71-52-36);
84 (43-26-48-16).

DOUBLE VUE. (7 min) Film britannique
Mark Vule, v.o. : Forum Hatan, 14
(43-58-58-58); 4 (43-58-58-58);
25-10-30; George V, 84 (46-82-
41-46); UGC Normandie, 84 (46-83-
18-16); Parastasiens, 14 (43-20-
32-20); v.f. : 26 (42-36-36-36);
42 (42-36-36-36); Odeon, 42 (42-
56-56-31); UGC Lyon Bastille, 12
(43-43-01-59); 13 (43-43-01-59);

salles. ■ Place royale : 20 h 30, dim. 16 h.
AUBERVILLIERS (THÉÂTRE ÉQUESTRE ZINGARO) (48-04-38-48). Opéra de 1500 places. ■ Place de la République : 20 h 30, dim. 16 h.
BEYNES (LA BARBACANE) (34-89-89-89). ■ François I^{er} : 21 h.
BOIGNY (MAISON DE LA CULTURE) (48-31-11-45). ■ Salle. ■ Le Souverain : 21 h, dim. 16 h.
CHAMPIGNY-SUR-MARNE (TBM CENTRE GÉRARD-PHILIPPE) (48-20-11-11). ■ Salles rouges ou : Répétition de 19 h 30.
CHATENAV-MALABRY (THÉÂTRE DU CAMPAGNON) (48-61-33-33). ■ Chapone : les Gnaous : 20 h 30, dim.
CHATILLON (THÉÂTRE) (48-57-22-11). ■ ou ■ Lan- : 20 h 30.
CLICHY (PETIT THÉÂTRE DE CLICHY-BOULEVARD) (48-43-19-19). ■ : 20 h 45.
CRÉTEIL (MAISON DES ARTS) (48-80-18-88). ■ : 20 h 30, dim. 15 h 30.
ÉVRY (MAISON DE LA CULTURE) (48-90-15-15). ■ : 20 h 30, dim. 15 h 30.
EVRY (A) (84-97-22-99). Madame Bovary, ■ partout. Gustave : 20 h 30.
GENNEVILLIERS (THÉÂTRE) (47-93-22-22). ■ : 19 h, dim. 15 h 30. Vie ■ : 20 h 15.
HERBLAY (CENTRE CULTUREL) (47-90-30-30). Vengeance : 20 h 30, dim. 16 h.
JIVRY-SUR-SEINE (ATELIER-THÉÂTRE) (48-43-70-16). Les Couleurs du rire : 18 h.
LA GOURNACHE (CENTRE JEAN-PIERRE BENOÎT) (48-39-11-44). 7 (Sept.) : ■ 4 h 45, dim. ■ 18 h.
MOISSY-RAMPEL (LA ROTONDE) (80-02-82-83). Les Caméras de Mme Gilles : ■ 4 h 45, dim. 17 h.

MONTREUIL (SALLE BERTHELOT) : 20 h 30
dim. 16 h.

**NANTERRE (THÉÂTRE DES AMAN-
DIÈRES)** (48-14-70-00). Salle.
Jeu de l'Amour et du Hasard : 21 h.
polyvalente. John & Mary : 1 h.
16 h 30.

NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC)
(46-91-03-83) : 21 h. qu'étoiles
du théâtre : 20 h 45.

ORLY (SALLE ARAGON-TROUET)
(48-92-39-29). Guy : 21 h.

**RUNGIS (ARC-EN-CIEL THÉÂTRE DE
RUNGIS)** (45-80-54-33). Don

**SAINTE-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD-
PHELIPPE)** (42-43-00-59). Salle.
Chutes : 20 h 46. 17 h.

**SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (THÉÂ-
TRE ALEXANDRE-DUMAS)** (30-87-
20-10).

**SAINT-OUEN (SALA FLORAËL ÉCOLE
FESTIVAL 1789)** (40-11-02-27). Dol : 16 h.

SARTROUVILLE (THÉÂTRE) (39-14-
23-77). Une : 16 h. 16 h.

**SAVIGNY-LE TEMPLE (MAISON JEAN
JACQUES-PREVÈRT)** (60-63-28-
24). Dim. Grand-père

SALLÉ (LES GEMEAUX) (46-81-
36-87). Le Diable, L'amour et le

SEVRES (DE SEVRES) (45-34-
28-28). Si Béranger m'était

SEVRES (DE SEVRES) (45-34-
28-28). Si Béranger m'était

STASSEN (ESPACE PAUL ELIARD)
(46-81-21-11). 21 h. 13 h.

SURESNES (THÉÂTRE JEAN-VIAN)
(45-87-98-11). La Nuit en fan : 21 h.

**VERSAILLES (THÉÂTRE MONTAIGNI-
ER)** (39-50-71-16). Raymond Devos

**VINCENNES (THÉÂTRE DANIEL SO-
RANO)** (48-06-50-83). Dim.

EPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chm., v.l.) : Gaumont, Los Angeles, 7
 (45-26-18-12) ; Pagoda, 7
 (47-05-12-16) ; Publicis Camera-Elysees,
 & (47-20-76-23) ;
 Montparnasse, 11 (45-44-25-02).
EQUILIBRISTES (Fr.) : Europa
 Films (ex-Réflét Pantheon),
 1.
EUROPA (Can.-Su., v.o.) : UGC Danton,
 & (42-26-10-30).
FIERRO... L'ÉTÉ DES SECRETS
 (Can.) : Latins, & (42-78-47-98) ; La
 Berry Miro, 11 (43-87-51-85).
FIEVEL AU FAR WEST (A., v.f.) :
 Les Films de la Pléiade, 11 (42-78-47-98) ; Saint-Lam-
 bert, 11 (45-32-01-80).
LA FIN DE PREMIER L'ULTIME
CHEMAR (A., v.o.) : Forum
 Express, 1^{re} (42-33-42-28) ; UGC
 mandie, & (45-63-16-18) ; v.f. : Rex, 2
 (45-74-34-36) ; UGC Montparnasse, 11
 (45-74-34-36) ; Opéra, 9
 (47-42-55-31) ; UGC Gobelins, 13
 (45-81-04-98) ; UGC Convention, 18
 (45-74-33-45) ; Wapler II, 18
 (47-37-87-40).
FISHER KING (A., v.o.) : Lucemore, &
 (45-44-34-34) ; Grand Pavée,
 1.
HAMLET (A., v.v.) : Pathé Impérial, 2
 (47-42-72-52) ; Beaubourg, 3
 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 3
 (42-56-10-30) ; Rotonde, 4
 (42-56-10-30) ; Le Champs-Élysées,
 9 (45-62-20-92) ; UGC Gobelins, 13
 (45-61-94-95) ; 14
 Beaugrenelle, 15
 (45-75-78-79) ; v.f. : Gaumont
 Opéra, 11 (47-42-50-33) ; Bratagne, &
 (42-22-67-97) ; André Wapler II, 18
 (45-74-33-45) ; La Gambetta, 18
 (46-36-10-98).
L'HOMME QUI PLANTAIT DES
ARBRES (Can.), Utopia, 5
 (43-26-84-85).
HOT NIGHTS (I.A., v.o.) : V, &
 (45-62-41-46) ; 28, 18.

J'ENVOIE PAS (Fr.) : (43-36-47-48) ;

J'ESQUISSE BOUT DU MONDE (Fr.-AI-Au-Can.) : Fourm, Saint-André expr., 1^{re} (42-23-32-42-28) ; Saint-André des Arts, 1^{re} (43-26-48-18) ;

LES 111 DANGEREUX (A.) : (45-33-10-82) ;

LUCKY LUCKE (A.) : v.f.) : Rez, 2, (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6, (45-74-94-94) ; Opéra, 9, (42-47-56-31) ; Lyon Bastille, 12, (45-74-56-31) ; UGC Convention, 15, (45-74-56-31) ;

MIE EST EN UN ENFER (Fr.) : Opéra, 2 (47-42-60-33) ; George V, 8 (45-82-41-49) ; UGC Gobelins, 9 (45-81-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (45-81-94-95) ;

MATIN (Fr.) : George V, 8 (45-82-41-46) ; Pathé Français, 14 (47-70-33-38) ; Sept Parsmiens, 14 (42-30-32-30) ;

MEMOIRE TRAQUÉE (conféurs) : Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 14 (45-74-94-94) ;

MON PERE CE HÉROS (Fr.) : Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 14 (43-27-52-37) ;

LA MORT D'UN MAÎTRE DE THÉ (Fr.) : Ursulines, 5 (43-26-19-08) ;

MY OWN PRIVATE IDAHO (A., v.o.) : Gaumont, 11 (40-26-12-32) ; Gaumont Opéra, 9 (42-47-60-33) ; Racine 14 (40-26-12-32) ;

LES 111 DANGEREUX (A.) : (45-33-10-82) ;

LA NEIGE ET LE ... (Fr.) : Ambassade, 7 (43-59-19-08) ;

